



A Marseille, «une tutelle qui ne dit pas son nom?»

Nicolas Maisetti, docteur en science politique, analyse le plan annoncé à la rentrée par Emmanuel Macron au regard des précédentes tentatives de l'Etat pour relever une ville régulièrement en péril.

Marseille, ville maudite parmi d'autres, c'est le sujet du prochain livre (1) de Nicolas Maisetti, docteur en science politique, qu'il a codirigé avec Cesare Mattina, sociologue à l'université d'Aix-Marseille. A la veille du plan que doit annoncer Emmanuel Macron pour venir au secours de Marseille, le chercheur analyse l'état d'une ville en proie à «des difficultés réelles et fortes», et qui charrie clichés, fantômes et mauvaise réputation.

Des plans pour sauver Marseille, il y en a eu beaucoup...

Ce qu'on entend ces jours-ci est en effet terriblement similaire à ce qui avait été lancé en 2012 par Jean-Marc Ayrault. Même contexte, après un été qui avait vu une recrudescence des règlements de compte, même scénario, avec un déplacement de ministres, et un appel à faire de Marseille, sinon une cause nationale, en tout cas une affaire d'Etat. D'abord, à l'époque, sur la sécurité, avec

200 policiers supplémentaires et surtout la création d'une préfecture de police de plein exercice comme à Paris. Le deuxième élément, c'était la métropole qu'il avait fallu créer et imposer comme un interlocuteur dans une approche globale des problèmes de la ville. Cette fois-ci, c'est le président de la République qui se déplace et le projet semble se recentrer autour des compétences municipales, avec la question des écoles et plus généralement des moyens donnés à la mairie.



A l'Estaque, en mai 2020.

PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE. TENDANCE FLOUE

demandes qui concernent ses prérogatives. Sur la question des moyens, ce qui est intéressant, c'est qu'en 2012, il était impossible de vérifier quel était l'argent nouveau injecté par l'Etat puisque souvent c'est des reprises d'enveloppes, des crédits déjà promis... Là, on annonce un plan autour d'1 milliard d'euros pour les écoles, mais il faudra faire le décompte de ce qui est vraiment nouveau. Cela pose plus globalement la question à la fois de la place de l'Etat dans le sauvetage d'une ville et des outils à sa disposition. Le dialogue municipalité-Etat sous Gaudin était assez faible, alors que paradoxalement Gaudin avait plus de relais que le nouveau maire issu du Printemps marseillais, mais il ne les a pas actionnés. Benoît Payan dit: «On ne fait pas l'aumône, on veut notre juste part.» Est-ce qu'il y a un sous-financement de l'Etat par rapport aux autres villes? Et est-ce que cette situation n'aboutit pas à une forme de mise sous tutelle qui ne dit pas son nom? Ou n'est-ce pas pleinement dans le rôle de l'Etat de venir au secours de territoires en perte de vue?

Comment expliquer que Marseille, après tant de plans successifs, en matière de sécurité notamment, soit toujours dans une situation préoccupante?

Historiquement depuis Defferre, il y a un découplage politique des quartiers Nord par rapport à la ville centre: sauf sous Vigouroux, ces quartiers ont toujours été d'une couleur politique qui n'était pas celle de la mairie centrale. C'est ce qui explique leur mise à l'écart en termes de transports et plus généralement de services publics. Pour Defferre, c'était des nids de communistes, du temps de Gaudin, ce n'était pas sa clientèle électorale, et c'est un peu la même chose pour le Printemps marseillais. L'un des deux secteurs, le 13-14, est à droite, l'autre, le 15-16, a été remporté par Samia Ghali, la principale associée-rivale du nouveau pouvoir municipal. Après, il y a un enjeu national, car la politique de la ville, si elle a toujours été une compétence d'Etat, est devenue depuis les années 2000 un laboratoire de la transformation de l'intervention de l'Etat dans les territoires. Avec l'instauration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), ce pilotage fonctionne par appel à projets compétitifs. Quand Jean-Marc Ayrault était venu présenter son plan global pour Marseille en 2012, il avait fustigé des millions d'euros non dépensés dans le cadre de la rénovation urbaine. Seulement un peu plus de 50% des crédits obtenus auprès de l'Anru étaient en effet engagés. Il y a une gestion locale qui n'est pas forcément optimale. Mais les responsabilités sont largement partagées. Il y a cette configuration politique, il y a une mauvaise gestion des politiques publiques locales, il y a sans doute un Etat trop distant, qui, comme une ritournelle, revient de temps en temps en force à Marseille, avec des descentes ministérielles tous les dix ans - hormis celles des ministres de l'Intérieur un peu plus fréquentes. Ça peut être désespérant. Les mêmes effets d'annonces, les mêmes polémiques locales et nationales, les mêmes promesses et le même constat, au départ: règlements de compte et ville en péril.

Quelle place a le trafic de stupés dans ces crises récurrentes?
Il y a un effet très conjoncturel des règlements de compte qui brquent les projecteurs

de manière périodique. Mais la situation n'est pas tellement différente d'il y a quinze ans où, avec la disparition des derniers parrains, il y a un morcellement des points de vente de détail et c'est là-dessus que ça se joue, sur des luttes de territoires, sur une économie de la dette. La nouveauté, c'est le débat autour de la dépénalisation. On a pour la première fois cette question qui est sur la table. Darmanin la rejette, mais au sein de la municipalité, il y a des adjoints qui la réclament ouvertement et d'autres comme Samia Ghali qui sont radicalement contre. Ça peut être un débat intéressant et une vraie nouveauté par rapport à la période Gaudin où il était hors de question de l'évoquer. Et là, on voit une ouverture possible. L'Etat peut fermer la porte assez vite. Mais c'est peut-être un jalon dans le débat public et Marseille



DR
INTERVIEW

peut y avoir une place très singulière.

Marseille est-elle une ville maudite?

Elle est maudite au sens où elle est effectivement victime d'une dénonciation récurrente, d'une stigmatisation systématique qui compose sa mauvaise réputation. Dans le livre qu'on a dirigé avec Cesare Mattina, l'objectif était de comprendre non pas si elle le mérite, mais comment la mauvaise réputation se construit et s'enracine. Et on compare cette situation marseillaise à un certain nombre d'autres villes dans le monde et dans le temps: les villes américaines de la fin du XIX^e siècle, Glasgow de l'entre-deux-guerres, Montréal des années 60, Naples depuis les années 90. L'idée est de voir quels sont les acteurs qui dénoncent ces villes comme corrompues, sales ou mal gérées; avec quelles rhétoriques et quelles intentions. La réputation des villes évolue dans le temps et peut même se retourner, mais c'est difficile. Marseille n'a pas toujours eu cette réputation-là. A la fin du XIX^e siècle, elle faisait l'objet d'une forme d'orientalisme exotique. Et plus récemment, on trouve des éléments positifs sur la movida marseillaise à la fin des années 90 ou la capitale du cool aujourd'hui. Régulièrement, on a des articles de presse ou des événements qui remettent Marseille à la mode, on y observe des phénomènes de gentrification, et puis au milieu de tout ça, surviennent les effondrements de la rue d'Aubagne, l'affaire Guérini, les grèves des poubelles et les règlements de comptes... Ces réalités ne se succèdent pas, elles coexistent.

Recueilli par

STÉPHANIE AUBERT

(1) *Maudire la ville, socio-histoire comparée des dénonciations de la corruption urbaine, Presses universitaires du Septentrion, 300 pp., à paraître le 30 septembre.*



LA NEWSLETTER «LIBÉ MARSEILLE»

Libération est aussi présent à Marseille, ville capitale. Un regard attentif sur la cité incarné par une newsletter réservée aux abonnés du journal, qui reprend dès le 9 septembre.

Carnet

DÉCÈS

Ses filles, Sandrine, Myriam et Elodie. Son épouse, Valérie. Ses petits enfants, Léa, Anaé, Maelle et Matteo ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean CHALOUIN

survenu le samedi 21 août 2021 à l'âge de 75 ans



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10%

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite